BurundiEco
Media - Event - Marketing
N°602 du vendredi 22 Mars 2024, C.d'Uvira, Immeuble Hope Design, Tél.: 22 27 78 68

Société Pétrolière du Burundi (page 3)

La mission s'annonce difficile

En pleine crise des hydrocarbures, le gouvernement vient de lancer une nouvelle société pétrolière.

SPORT

Terrain « Tempête »

Quand les toilettes gâchent l'ambiance des exercices physiques (page 2)

EDUCATION

UB

Quand les restaurants universitaires tombent dans les mains ... (page 4)

ECONOMIE

Inflation

Encore du chemin à faire pour stabiliser l' inflation (page 6)

Editorial

Vers la nationalisation du secteur pétrolier ?

Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

A peine créée, le challenge pour la nouvelle société pétrolière pointe son nez. Les files d'attente réapparaissent devant les stations-service. Le pays connait une nième pénurie du carburant malgré les bonnes intentions d'en assurer la disponibilité.

Et si le problème était ailleurs ? La pénurie des devises persiste. Les réserves officielles s'amenuisent. La Banque centrale n'arrive pas à constituer assez de réserves pour financer les importations. A la fin du quatrième trimestre 2023, les réserves totales de change s'élevaient à 234,4 millions USD. De quoi assurer les importations des biens et des services pendant au moins 24 jours. Le pays plonge dans une spirale de crise économique malgré les réformes économique initiées.

De toutes façons, la nationalisation du secteur pétrolier n'est pas une solution en soi. C'est plutôt une alternative qui vise à casser le monopole de certains ténors du secteur. Rien n'est moins sûr La société publique chargée de la gestion des hydrocarbures réussira-t-elle sa mission? La question est de savoir où elle va tirer les devises pour constituer sa flotte de camions et assurer régulièrement les commandes de l'or noir. En mettant de côte les opérateurs privés pour accorder le monopole à une société nationale, il y a risque de freiner le libéralisme économique. Les consommateurs attendent de pied ferme de voir la nouvelle société passer à l'action.

Le mieux serait de statuer sur la pénurie récurrente des devises qui paralyse l'activité économique. Le pays doit miser sur les fruits à portée de main. Il suffit d'asseoir la bonne gouvernance pour assurer une gestion efficiente des projets et programmes financés par les partenaires. Pour rappel, l'ensemble des bailleurs déplorent les taux de décaissement des fonds qui restent relativement faibles. En deuxième lieu, il faudra réformer le secteur des exportations avant d'entamer la diversification de la base des produits exportables. Cela permettra d'accroître l'offre en devises. Si non, toute tentative de réguler le marché parallèle ne fera qu'augmenter la prime de change entre les deux marchés. Les spéculations de la valeur du billet vert battent les records. Actuellement, un dollar dépasse la barre de 5000 FBu.

Terrain « Tempête » : quand les toilettes gâchent l'ambiance des exercices physiques

Le terrain dit « Tempête » situé près du lac Tanganyika en commune de Mukaza (Bujumbura) est connu depuis longtemps comme un espace public réservé pour les exercices physiques. Bien que sa fréquentation n'est pas gratuite depuis fin 2021, les bénéficiaires saluent quand même un tout petit peu le fait qu'il a été équipé de toilettes et de robinets d'eau. Mais aujourd'hui, les latrines sont quasiment non fonctionnelles. Ce qui inquiète plus d'un. Reportage.

Les personnes qui font des exercices physiques sur le terrain « Tempête » ont du mal à accéder aux latrines.

Vendredi après les heures de services, pour les amoureux de la sainte mousse, c'est une occasion en or pour être dans les vignes du Seigneur. Mais en tant qu'amateur des exercices physiques, je ne peux pas me laisser dominé par l'ébriété pour rater samedi, un jour idéal pour décontracter mes muscles. Pour ne pas trop dormir, il vaut mieux activer le système d'alarme dans mon téléphone mobile. C'est samedi à 6 h pile à Mukaza (Bu jumbura). Une musique désagréable perturbe mon sommeil. Oh ! C'est mon téléphone qui enclenche le réveil. J'ai envie de l'éteindre pour rétablir le calme dans la chambre. Mais ma conscience me rappelle que c'est le moment de me préparer pour aller faire des exercices physiques. Je n'ai pas le choix. Je me réveille difficilement pour faire la toilette et enfiler ensuite ma tenue de sport et les baskets. Il est 6h 30. Je quitte mon domicile, mais je n'ai pas décidé l'endroit où je vais faire mes exercices physiques. Pour rappel, dans la capitale économique Bujumbura, une partie des amoureux du footing escaladent les collines qui surplombent cette ville. Une autre destination pour le reste c'est le littoral du lac Tanganyika, notamment le terrain dit Tempête situé à moins de 100 mètres du lac. Comme je ne me sens pas très en forme, je choisis la deuxième option, car je ne me sens pas assez fort pour « escalader » les collines de Kiriri.

Je prends la route menant vers le terrain Tempête au rythme des pas de footing comme d'autres amoureux des exercices physiques qui sont devant comme derrière moi. Nous passons devant l'hôpital Prince Régent Charles et les Lycées du lac Tanganyika I et II avant d'arriver au niveau de Safi Beach. Ainsi, il ne reste qu'à courir le long du lac pour arriver à destination. Après 25 minutes de footing, nous y sommes (au terrain Tempête) précisément au niveau de l'espace réservé au jeu de basketball.

L'espace en question est systématiquement clôturé par des fils barbelés depuis deux ans. Un jeune homme se positionne juste à l'entrée pour faire payer chaque personne qui le fréquente. Aucun individu ne s'y soustrait. Le paiement des frais d'entrée est obligatoire. Nous entrons à tour de rôle après avoir payé 200 FBu chacun. Mais les « payeurs » ne reçoivent aucune pièce justificative ni une facture ni un simple reçu. Ils s'en passent. Plutôt ils sont pressés de rejoindre d'autres amoureux des exercices physiques qui sont entrés avant eux. La foule (estimée entre 300 et 400 personnes) est subdivisée en quatre équipes. Certains groupes pratiquent le « fitness » sous le rythme d'une musique bien programmée et quelques personnes font des étirements en solo. Jusque-là, tout semble normal, mais il y a toujours un hic.

Les toilettes font défaut

Cet espace dispose de l'eau de robinet et de quatre latrines (deux pour les hommes, une pour les femmes et une autre pour les « VIP »). Ce qui a été une des raisons avancées par les gérants pour exiger les frais d'entrée. Mais, aujourd'hui, les toilettes sont quasiment non fonctionnelles. Trois latrines sont cadenassées et une seule reste ouverte. Cette dernière est pleine de merde jusqu'au dernier centimètre. Pire encore, les excrétas sont éparpillés sur toute la surface de la cabine. Donc, personne ne peut y entrer pour faire ses besoins. Ce ne sont que les hommes qui peuvent fréquenter les urinoirs qui sont quand même fonctionnels. Désolé pour les femmes qui en sont victimes à 100 %. « Il est déplorable de manquer où faire au moins le petit besoin alors que nous payons pour entrer dans l'espace de jeux du terrain de Tempête », déplore A. K, une jeune fille vivant à Buyenzi.

Un des employés de cet espace qui s'est exprimé sous couvert d'anonymat a révélé que ce problème est causé par le fait que cet endroit est situé dans une zone marécageuse. Il précise : « Quand nous commandons un camion pour vider les toilettes, en l'espace d'une semaine, elles deviennent à nouveau pleines d'eau parce que nous sommes en pleine période pluvieuse. Nous attendons l'été pour régler le problème efficacement ». Cette explication n'est pas assez convaincante pour tout le monde. Certaines personnes qui fréquentent le terrain « Tempête » proposent de mettre en place au moins des toilettes mobiles comme alternative.

Gilbert Nkurunziza

Burundi Eco
Hebdomadaire socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB
dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Directeur de publication et Rédacteur en chef :
Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint:
Mélance Maniragaba
Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 22 Mars 2024

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2845	2891
Euro	3083	3133
Shi. Kenyan	21,4777	21,8242
Shi.Tanzanien	1,1151	1,1331
Shi. Ougandais	0,7325	0,7443
Fr Rwandais	2,2156	2,2513

SOPEBU : est-ce une garantie ?

La Société Pétrolière du Burundi chargée de garantir l'approvisionnement en or noir vient d'être récemment créée. La PARCEM évoque la confusion des missions de supervision, le monopole d'une société publique, l'intervention intempestive de certains cadres, la non disponibilité du matériel...

La société SOPEBU vient d'être mise en place dans un contexte de pénurie répétitive du carburant. Toutefois, cette initiative suit d'autres efforts pour mettre fin à cette pénurie et dont on attend encore la suite. C'est notamment l'accord de don de carburant d'une valeur de 3, 45 millions USD signé entre le Burundi et le Japon l'année dernière, la promesse de l'ambassade de la Russie au Burundi de livrer le carburant au pays ou celle du Nigéria de plaider pour la fourniture du carburant auprès de la Nigerian National Petroleum Company Limited.

La licence d'importation des produits pétroliers avait été aussi retirée à la société Interpetrol pour l'attribuer à la société de gestion des eaux et d'électricité (Regideso). Les organisations de la société civile comme l'Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) attribue souvent la pénurie récurrente du carburant au manque de devises pour l'importer, au monopole dans l'importation de ce produit et au manque d'un stock stratégique carburant.

Pour mettre fin à toutes ces tracasseries, le Président de la

Une société publique exclusivement chargée des produits pétroliers et qui va permettre la constitution d'un stock stratégique du carburant vient d'être créée. Son opérationnalisation est attendueincessamment.

République du Burundi avait annoncé la mise en place d'une société pétrolière nationale le 29 décembre 2023 lors d'une émission publique à Cankuzo à l'Est du pays. Chose récemment concrétisée par la nomination du patron de la Société Pétrolière du Burundi (SOPEBU) le 14 mars 2024.

Vers la remédiation de la pénurie répétitive du carburant !

Le conseil des ministres du 3 janvier 2024 a annoncé l'implantation de la Société Pétrolière du Burundi (SOPEBU). Celle-ci est une société publique chargée de la coordination des opérations d'importation, du transport, de stockage, de distribution, de commercialisation et de la réexportation des produits pétroliers, gaziers et de leurs dérivés.

La motivation est que depuis un certain temps, le pays a subi des perturbations dans les approvisionnements en carburant. « L'une des causes est l'absence d'un organe public à même de centraliser les approvisionnements du pays pour une gestion rationnelle des fonds destinés à l'importation du carburant », lit-on dans le communiqué sanctionnant le conseil des ministres

Le conseil des ministres avait signalé que les sociétés privées intervenant dans ce secteur ont aussi une capacité financière limitée et recourent à la Banque centrale et que certaines de ces sociétés n'utilisent pas l'entièreté des devises reçues pour l'importation du carburant à cette fin. Ce qui cause des pénuries répétitives.

Le communiqué reconnait que malgré toutes les mesures déjà prises par le gouvernement pour remédier à cette situation, les résultats ne sont pas jusqu'ici satisfaisants. Ce qui a incité à la création d'une société publique exclusivement chargée des produits pétroliers et qui va permettre la constitution d'un stock stratégique du carburant.

La société civile s'inquiète

L'Ong locale Parole et Action pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités (PARCEM) indique sur son compte twitter qu'il y a une confusion entre les missions de supervision, de régulation et de gestion quotidienne de la SOPEBU.

Elle explique que quand il y a une telle confusion dans l'organisation de la gestion d'une société, il y a un risque de ne pas aboutir à des résultats concrets.

PARCEM parle également d'un risque de monopole d'une entreprise publique. Pour cette ONG locale, la mise en place d'une société pétrolière expose la gestion et l'importation des produits pétroliers à un monopole d'une société publique ayant des missions élargies. Celles-ci ne différencient pas la régulation qui est une mission classique du gouvernement et la gestion du secteur de l'importation des produits pétroliers qui est une mission classique du secteur privé.

Et de continuer : « L'expertise de la société démontre un danger imminent de ne pas avoir des ressources humaines compétentes (au niveau des cadres de direction, des cadres d'appui et des agents) bien outillés pour s'acquitter de cette mission » avant de rappeler que la mise en place d'une telle société exige la maîtrise du secteur.

La PARCEM est préoccupée par la nomination des cadres aux postes de responsabilité au sein de la SOPEBU. Ce qui pourrait être une occasion de procéder à de nouvelles nominations aux postes politiques.

Elle craint aussi une plausible absence d'une logistique nécessaire capable de s'acquitter de cette mission, entre autres les camions, leur entretien, les stations de stockage...La PARCEM s'interroge sur le capital de 120 milliards de FBU de la SOPEBU, s'il est financièrement ou techniquement libéré à partir d'une logistique déjà disponible. « Est- ce qu'on va s'atteler d'abord aux achats de tous ces matériels de transport », se demande-t-elle.

La PARCEM craint une probable intervention intempestive de certains mandataires publics pour influencer la gestion de la nouvelle société.

Elle est soucieuse de la non disponibilité des devises afin de payer à temps les fournisseurs des produits pétroliers.

La solution idéale pour cette ONG serait de créer cette société avec des missions de supervision et de régulation. Ensuite, intéresser les acteurs privés à s'engager dans ce secteur afin d'avoir une sorte de concurrence (oligopoles) avec 3 ou 4 opérateurs économiques.

Mélance Maniragaba

Montée en flèche des prix des oignons

Le prix des oignons rouges et blancs est passé entre 1 500 FBu et 2 000 FBu à 6 000 FBu et 7 000 FBu, soit une augmentation de plus de 300 % en l'espace de deux semaines à Bujumbura City Market (BCM) appelé communément « Chez Sion ». Les vendeurs alertent sur la résistance des clients. Ce qui occasionne des pertes

Les vendeurs des oignons confirment la montée en flèche de leur prix par kilo depuis Ngagara le marché d'approvisionnement depuis bientôt deux semaines. Et de déplorer que malgré le prix exorbitant des oignons au marché d'approvisionnement, l'intérieur du contenant contient souvent des oignons pourris. Les informations ont été recueillies par les reporters du Journal Burundi Eco lors de leur passage au BCM ce mardi 19 mars 2024.

Léonie Simbagoye, vendeuse d'oignons à BCM informe qu'elle vend un kg d'oignons rouges à 7 mille FBu et celui d'oignons blancs à 6 mille 500 FBu. Elle lie cette cherté des oignons au prix pratiqué sur le marché d'approvisionnement. Pour Mme Simbagoye, s'approvisionner un sac d'oignons pesant 150 kg, il faut disposer d'un capital d'au moins 1 million de FBu.

« Les oignons sont chères de sorte que nos clients ont peur de les

Les oignons sont devenus chers depuis bientôt deux semaines à Bujumbura City Market (BCM).

acheter. Auparavant, on parvenait à vendre 50 kg d'oignons par jour. Aujourd'hui, c'est à peine qu'on vend 10 kg d'oignons par jour. Ce qui diminue nos recettes journalières au moment où nous avons besoin de payer les stands, la ration, le déplacement, les impôts... », regrette-t-elle avant d'invoquer la nécessité de réguler les prix des oignons au moins dans la période de leur carence.

Cela dans le but de rentabiliser le commerce des oignons pour cette sexagénaire, incapable d'aller chercher du boulot à l'étranger, plus précisément dans les pays arabes comme elle le fait si bien remarquer.

Blinda Kwizera, vendeuse d'oignons au même marché témoigne que le manque des clients pour leurs produits est lié à la pourriture des stocks. Ce qui entraine des pertes. Par ailleurs, témoigne-t-elle, les gens préfèrent acheter le riz tanzanien dont le prix par kg de la première qualité est fixé à 6 mille FBu au lieu d'acheter les oignons. N'eût été cela, poursuit Mme Kwizera, les clients choisissent de diminuer la quantité d'oignons à acheter pour équilibrer leurs dépenses.

Les détaillants en pâtissent

Fidela Niyonkuru commercialise les oignons emballés en tas à BCM. Elle avoue que le tas qu'elle vend à 500 FBu, elle la vendait à 200 FBu deux semaines auparavant.

Le comble de malheur, s'inquiète-t-elle est que je me lève à 4 heures du matin là où j'habite dans la zone de Kamenge de la commune Ntahangwa en mairie de Bujumbura pour aller m'approvisionner en oignons au marché de Ngagara dans une autre zone.

« Aujourd'hui, je suis rentrée bredouille. Je suis en train de commercialiser une petite quantité que je n'ai pas pu écouler hier. Cela veut dire que je fixe le prix des oignons par rapport à celui du marché d'approvisionnement. Cela au cas où je les trouve sur le marché. Dans le cas contraire, c'est une perte. Mes espoirs s'orientent vers le marché pour ma survie », précise la vingtenaire, mère de 2 enfants.

Les restaurateurs frappés

Sahara Baziye œuvre dans un restaurant familial appelé «Restaurant Innallah Maaswa Birina chez Shadia» installé au côté Ouest de marché «Chez Sion». Leur spécialité est de préparer du « Nyama Coma », du Samaki, des Ndagala frais qui vont de pair évidemment avec les oignons ainsi que du pilao...

Sahara Baziye témoigne qu'un plat plein d'oignons est attractif pour leurs clients qui les réclament d'ailleurs habituellement. « Lorsque les oignons deviennent cher, cela devient un handicap pour notre travail, car nous devons dépenser plus pour satisfaire nos clients. Ce qui impacte le bénéfice », martèle-t-elle.

Selon un article de la BBC News Afrique sur les cinq principales qualités de l'oignon pour la santé, lorsque les oignons sont consommés régulièrement et en quantité suffisante, leurs composés peuvent aider à la protection contre les maladies chroniques telles que le cancer et le diabète. « Des études indiquent que la consommation des oignons peut contribuer à réduire le risque de maladie cardiaque en abaissant la pression artérielle, en gérant le taux de cholestérol et en réduisant l'inflammation », lit-on dans l'article avant de signaler que la consommation fréquente des oignons réduit le risque de fracture de la hanche. Les bactéries qui vivent dans l'intestin les utilisent comme carburant pour augmenter leur nombre et produire des sous-produits appelés acides gras à chaîne courte (AGCC).

Mélance Maniragaba

AVIS DE RECRUTEMENT

INFINITY GROUP recrute pour le compte d'une **Société Privée**, **un(e) Assistant(e) de Direction**. Les termes de référence complets ainsi que ce communiqué peuvent être consultés sur le site : www.esoko.bi, ou la page Facebook : @InfinityGroupBurundi ou au bureau d'INFINITY GROUP situé au 7, Avenue de France Immeuble Ruhara, 2ème étage. Les dossiers de candidatures **(CVs, CNI, Lettre de motivation adressée au Directeur Général d'INFINITY GROUP, Diplômes certifiés par le Ministère de l'Education, Attestations de service)** devront être envoyés dans un seul document PDF à l'adresse recrutement@infinitygroup.bi et doivent porter la mention : **« Recrutement Société Privée- Assistant(e) de Direction »** ; La date limite de dépôt est fixée au plus tard le 25 Mars 2024 à 23 :59 (GMT+2).

UB : Quand les restaurants universitaires tombent dans les mains des particuliers

Après la fermeture de tous les restaurants universitaires de l'UB, les acteurs privés occupent le terrain. Le cas du restaurant universitaire du campus Rohero qui s'est métamorphosé en Resto-Bar Rohero est très évocateur à ce sujet. Les étudiants se restaurent à cash ou à crédit. Pourtant, certains étudiants n'adhèrent pas cette initiative. (reportage)

Alors que tous les restaurants universitaires sont verrouillés, les acteurs privés occupent le terrain. L'ancien restaurant universitaire Rohero s'est transformé en Resto-bar Rohero où les étudiants se restaurent à crédit.

Nous sommes mercredi le 20 mars 2024. Vers 12h 15 min et sous un soleil accablant, nous quittons la rédaction du journal Burundi-Eco à destination de l'université du Burundi au campus Rohero. Cela pour se rendre compte des conditions de vie des étudiants de cette université publique. L'atmosphère est très chaude. Personne ne peut admettre que le service météo affiche seulement 27° C. Mais cela ne nous empêche pas d'atteindre notre objectif. Le chauffeur démarre notre voiture de marque probox. Dans la joie et dans la bonne humeur, nous empruntons la chaussée d'Uvira vers le centre-ville de Bujumbura. Le voyage est bon, car la route sans nids de poule. Après 15 minutes, nous arrivons au centre de la capitale économique. Nous avançons un peu pour rejoindre le boulevard de Mwezi Gisabo qui prend sa source au rond-point du soldat inconnu jouxte l'enclos du cathédrale Regina Mundi. Pourtant l'apothéose de notre voyage commence dès qu'on arrive à la jonction du boulevard Mwezi Gisabo et de l'avenue Muyinga . C'est ici où se trouve l'entrée du campus Rohero.

Les étudiants se rangent tout au long de ce boulevard qui passe devant les enceintes du campus Rohero pour solliciter le lift pour aller se reposer dans leurs résidences respectives. Beaucoup d'entre eux vivent au campus Mutanga. D'autres à Kamenge. D'autres résident dans les quartiers périphériques.

Les étudiants se restaurent à la carte ou à crédit

Une pancarte qui attire l'attention de tout passager a été installée à l'entrée du campus Rohero qui héberge l'Institut de Pédagogie Appliquée (IPA), l'Institut Supérieur de Commerce (ISCO) et certains départements de la Faculté des Sciences et de l'Ingénierie (FSI). La pancarte annonce l'existence d'une Resto – Bar Rohero à 300 m. Curieux, nous laissons cette pancarte guidée nos pas vers l'intérieur du campus. Nous traversons la cour du campus et finalement nous arrivons à un endroit qui se trouve derrière un grand bâtiment à quatre étages qui sert des auditoires en forme de l'avion dont les étudiants ont surnommé «Indege ».

C'est étonnant, l'ancien restaurant universitaire est tombé dans les mains des particuliers .Ils ont aménagé ce restaurant fermé depuis 3 ans, mais qui reste gravé dans la mémoire des anciens étudiants de l'UB. « Ici, les étudiants se restaurent à la carte ou à crédit. Cela dépend du statut de chaque étudiant », fait savoir un employé de ce restaurant universitaire privé avant d'indiquer que certains étudiants de l'U.B ont fait un enregistrement électronique pour se restaurer à crédit afin que le propriétaire puisse retirer à la source le montant consommé par l'étudiant et que d'autres préfèrent ne pas être enregistré dans la base des données de ce restaurant pour payer cash le repas de midi.

Les étudiants ne mangent pas à leur faim

Le constat est qu'il n'y a pas de chaine comme auparavant ; soit on confirme sa présence au restaurant par une empreinte digitale, soit on paie le cash. La réception possède deux appareils électroniques permettant les étudiants de confirmer leur présence selon le prix du plat que l'étudiant veut commander; soit il choisit de manger un plat de 1000FBu ou celui de 1500FBu.

Pourtant, les étudiants préfèrent se restaurer ailleurs dans les gargotes en tentes qui se trouvent dans la cour de ce campus ,notamment chez Gasongo.

«C'est très cher dans ce restaurant universitaire. Chez nous, la quantité est notre priorité. J'ai fait un test un jour, j'y suis entré pour manger à midi et j'ai été surpris par le plat de 1500 FBu. C'est comme j'avais passé toute une journée sans manger », Confie E. K, une étudiante du département de Kirundi-Kiswahili de l'Institut de Pédagogie Appliquée rencontré à quelques mètres de l'une de ces gargotes en tentes.

B.I, un autre étudiant du département de Mathématiques ne mâche pas les mots :« Je suis entré dans ce restaurant pour commander un plat , le réceptionniste avait déjà préparé ma carte mais, après avoir jeté un coup d'œil sur le plat de 1000 FBu de mes camarades, j'ai feint d'avoir oublié l'argent dans l'auditoire et j'ai quitté les lieux à toute bride.je n'ai plus eu l'envie d'y retourner».

D'autres inquiétudes des étudiants sont liées aux modalités de paiement. Ils n'ont confiance ni à l'empreinte digitale ni aux gestionnaires des comptes. « Et si on retire à source un montant supérieur à celui que tu as consommé, comment est-ce que tu peux gérer la situation ?Moi-même je ne mange jamais à crédit soit je paie le cash soit je laisse tomber», réplique un étudiant qui sort du Resto – Bar Rohero sur la question de savoir pourquoi un nombre minimal des étudiants est enregistré pour manger à crédit alors que le paiement du prêt – bourse connait toujours des retards.

Un projet qui perdure

Pourtant, les employés de ce restaurent confirment que c'est un projet qui va être réalisé dans tous les campus de l'Université du Burundi, car leur patron a décroché un marché pour implanter ces restaurants dans tous les campus de cette institution .Toutefois , les étudiants de Rumuri indiquent que cette pratique n'améliore pas leurs conditions de vie car ,à côte d'être cher, ce restaurant ne fonctionne pas les week-ends.

La question de la restauration des étudiants de Rumuri est d'une importante capitale. Par ailleurs, elle contribue à la qualité de l'enseignement de cette institution étatique qui forment les futures cadres du pays. Le Recteur de cette université, Dr Audace Manirambona est en accord avec cette assertion car, lundi le 18 mars 2024 ce cadre a affirmé devant le vice- président de sénat Fabrice Nkurunziza parmi les défis auxquels cette université fait face figurent l'absence de la restauration des étudiants, les coupures intempestives d'électricité, mais aussi le retard de paiement des annales des enseignants.

Le Projet fait-il figure de bon samaritain ?

Avant la suppression de la bourse d'étude au profit du prêt-bourse, chaque étudiant touchait une bourse de 9 000 FBu par mois. Il avait droit à une chambre à coucher semi-équipée (lit, matelas, chaise, armoire, table). Il recevait également une carte de restauration pour accéder au restaurant universitaire. Dans les homes universitaires, il prenait un petit déjeuner avec un morceau de pain, un dîner et un souper lui permettaient quand même de tenir durant la journée. Par conséquent, l'U.B était une référence dans la formation et l'encadrement des futurs cadres du pays. Mais, les nouvelles générations n'auront pas l'occasion de goûter à cet «El Dorado»

Aujourd'hui, avec le prêt-bourse irrégulier de 60 mille FBu, ils occupent les ghettos de la zone périurbaine, notamment Kanyare, Mugoboka, Gikungu... où ils vivent dans des conditions minables en raison du taux d'inflation qui ne cesse pas d'augmenter. Leur alimentation est exclusivement composée de pâtes de manioc ou de maïs, de haricots et de légumes quelquefois. Cela impacte négativement les conditions d'apprentissage. Ceci alors que tous les campus possèdent de restaurants universitaires. Malheureusement, certains d'entre eux ont été transformés en auditoires. Mais on se pose la question de savoir toujours si l'université du Burundi reste Rumuri ou encore si la restauration des étudiants de l'U.B par un acteur privé va réellement changer la donne. Wait and see !

Méchaël Tuyubahe

Une activité intense au port de Bujumbura

La société Global Port Services Burundi (GPSB) qui exploite le port de Bujumbura intensifie ses interventions malgré la montée des eaux du lac Tanganyika. Ces derniers jours, le port de Bujumbura en modernisation enregistre une grande affluence de marchandises. Les services de GPSB restent mobilisés de jour comme de nuit pour répondre aux besoins de la clientèle

Ces derniers jours, le port de Bujumbura en modernisation enregistre une grande affluence de marchandises.

La société qui exploite le port de Bujumbura, Global Port Services Burundi (GPSB) intensifie ses actions de manutention malgré la montée des eaux du lac Tanganyika. Xavier Manirambona, chef de service marketing chez GPSB fait savoir que ce samedi 16 mars 2024, le bateau GLC4 a accosté aux environs de 8h00 du matin avec 3000 tonnes de marchandises à bord. Ainsi, 1700 tonnes de clinker de la cimenterie BUCECO et 1300 tonnes de ciment ont été déchargés. Parallèlement, les services portuaires annoncent l'accostage de six autres bateaux dans le quai de déchargement. Et le chef de service marketing de détailler. Il s'agit de : MV ASIFIWE, MV REMERA et MV Emmanuella transportant 2 300 tonnes de ciment; les bateaux MV Bonda 1et 2 qui viennent de décharger 210 tonnes de sel et le MV Princes Mayasa qui vient de décharger 160 tonnes de ferrailles (déchets métalliques).

En février dernier, ce sont plus de cinq bateaux qui ont accosté en même temps. Il s'agit du MV Buyenzi avec 550 tonnes de charbon, du MV REMERA, du MV Ruremesha et du MV Buragane qui transportaient 1 410 tonnes de ciment. Le MV Sagamba amarré dans le quai de déchargement avec 1 290 tonnes de sucre. En outre, le MV Murinzi avec 850 tonnes de marchandises a transité via le grand port de Bujumbura vers la République Démocratique du Congo (RDC). Dans la même optique, les bateaux GLC4, MV Buragane, MV Ruremesha, MV Rwegura ont été déchargés.

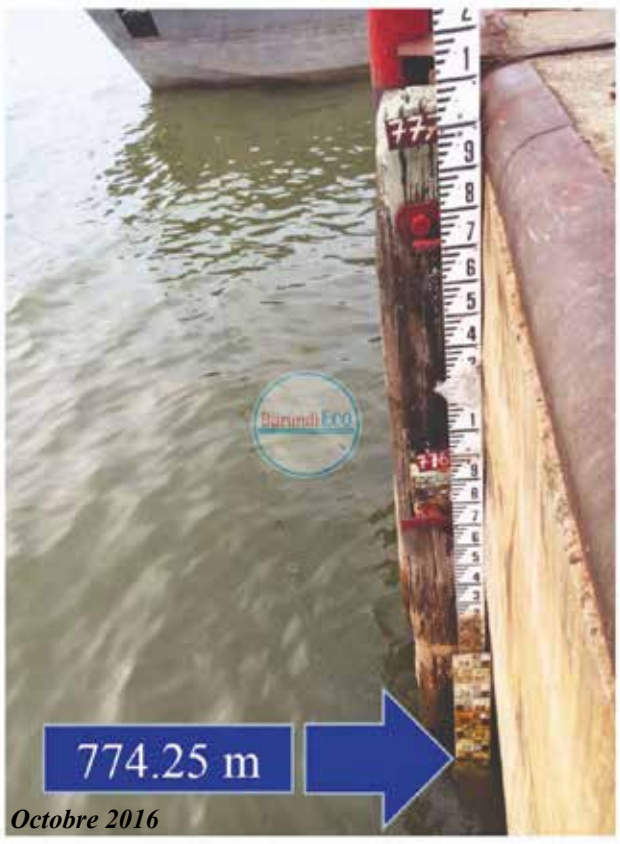
Trafic au port de Bujumbura

Les données de la Banque centrale montrent que le flux de marchandises augmente en flèche au port de Bujumbura. Le volume des échanges commerciaux transitant par le port de Bujumbura est passé de 210,8 tonnes en 2022 à 257,3 tonnes l'année dernière.

Les services portuaires restent mobilisés pour servir les usagers du principal port du pays. Ils prestent même après les heures de service. Cependant, GPSB encourage les commerçants et les transporteurs à diligenter le dédouanement de leurs marchandises quitte à faciliter le mouvement des biens via le port. Le magasinage est gratuit pendant une semaine pour les marchandises à destination du Burundi tandis que celles en transit vers d'autres pays ne doivent pas dépasser deux semaines, rappelle Xavier Manirambona, chef de service marketing au GPSB. Même son de cloche chez le directeur commercial de GPSB qui invite les services douaniers de l'OBR et les déclarants à accélérer les procédures de déclaration des marchandises.

Le lac Tanganyika agresse les infrastructures portuaires

La société Global Port Services Burundi (GPSB) confirme la présence des eaux du lac Tanganyika dans la partie Sud du port. L'eau a touché particulièrement deux de nos entrepôts (H6 et H5) et le magasin de l'OBR. Il s'agit d'une infime partie comparativement à la superficie totale du port (500 m2). Janvier Nsengiyumva, directeur commercial de GPSB tient à dissiper les rumeurs sur des marchandises



ou des véhicules qui auraient été emportés par les vagues. Il n'y a aucune marchandise ni aucun véhicule endommagés par les crues du lac Tanganyika. Nous suivons de près la montée des eaux du lac Tanganyika dans le but de protéger les marchandises de nos clients, rassure-t-il.

Certes le niveau du Lac est élevé, mais la société GPSB poursuit ses activités. « L'échelle installée au quai de déchargement montre un niveau anormalement élevé des eaux du lac Tanganyika. Le niveau actuel est habituellement atteint au mois de mai. Nous allons prendre les mesures qui s'imposent quitte à continuer les travaux de manutention en cas d'augmentation du niveau du lac tels qu'annoncé par les experts ». D'ailleurs, la société Global Port Services Burundi (GPSB) a démarré les travaux de protection de la clôture du port de Bujumbura (partie Sud du port) dès ce samedi 16 mars 2024. « Ces travaux visent à amortir la pression des vagues du lac Tanganyika », explique Janvier Nsengiyumva, directeur commercial chez GPSB.

La modernisation du port en cours

Depuis 2020, l'unique voie d'accès lagunaire du pays a battu son record de trafic. Le chantier de modernisation et de réhabilitation va transformer le port en une plaque tournante reliant les principaux corridors routiers du Nord, du Centre et du Sud du pays. Ce projet permettra non seulement de moderniser les infrastructures portuaires, mais aussi d'acquérir des équipements pour les opérations portuaires et l'aménagement des voies d'accès. Bref, la réhabilitation du port favorisera une meilleure connectivité régionale et va renforcer les échanges commerciaux entre les pays riverains du lac Tanganyika. Le Burundi va tirer parti des avantages en matière de réduction des coûts, de capacité et de sécurité des marchandises par rapport à d'autres modes de transport.

Lors d'une visite surprise au port de Bujumbura, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a constaté un retard remarquable dans les travaux. Le Chef de l'Etat n'a pas caché son insatisfaction. Le taux d'exécution du projet était à 12% au cours des six derniers mois. Il a recommandé l'implication de toutes les parties impliquées dans le projet et l'établissement d'un chronogramme des activités pour le succès du projet.

Depuis 2020, l'unique voie d'accès lagunaire du pays a battu son record de trafic.

Quid de la protection des infrastructures hydroélectriques ?

Aucune activité ne devrait s'exercer près des bassins versants des rivières se trouvant en amont des barrages hydroélectriques. Pour répondre à cet appel, malgré les défis, l'administration provinciale de Muyinga a mis en place de nombreuses stratégies pour protéger les bassins versants de l'Akagera. L'administration provinciale appelle au renforcement de ces stratégies

Les grands périmètres, qui peuvent avoir un impact sur l'état des bassins versants, ne sont pas souvent protégés.

« Le bon fonctionnement des barrages hydroélectriques exige une certaine propreté de l'eau en provenance des rivières se trouvant en amont de celles-ci », explique Ir. Alloyce Oduor, chef du projet de construction du barrage hydroélectrique de Rusumo Falls. Comme il l'explique, chacune des machines utilisées dans la construction d'un barrage hydroélectrique exige de l'eau propre. En l'absence de cette propreté, les machines peuvent être endommagées.

Pour garantir le bon fonctionnement des machines, des systèmes de blocage de certains corps étrangers ont été instaurés dans le barrage hydroélectrique de Rusumo. Cependant, selon Ir. Alloyce, le problème se présente souvent lorsque cette eau contient des produits chimiques susceptibles d'endommager les machines. « Cela peut se remarquer par l'arrêt des machines ou d'autres dysfonctionnements », explique-t-il.

Pour prévenir cela, ce cadre souligne qu'ils veillent beaucoup à la propreté de l'eau utilisée dans la construction de ce barrage. « Dans les conventions avec les pays partenaires, nous les incitons à veiller à ce qu'il n'y ait aucune autre activité qui soit pratiquée aux environs des bassins versants des rivières se trouvant en amont de ce barrage. Cela permet de préserver un environnement sain autour de ces rivières », conclut-il.

Des initiatives sur l'Akagera

L'administration provinciale de Muyinga a mis en œuvre plusieurs initiatives pour répondre à cet appel. Vénant Mushengezi, secrétaire permanent de la commune de Giteranyi dans la province de Muyinga a informé que toutes les activités ont été interdites dans les environs du bassin versant de l'Akagera. « Nous avons constaté que si les activités agricoles se poursuivent près de cette rivière, cela risque de provoquer un détournement de l'eau. Depuis que nous avons interdit les activités agricoles dans cette zone il y a de cela 4 ans, nous avons remarqué une nette amélioration », témoigne-t-il.

L'administration provinciale de Muyinga a également encouragé d'autres activités visant à la protection des bassins versants de l'Akagera. Parmi celles-ci, on peut citer le traçage des courbes de niveaux dans les champs se trouvant près cette rivière et la plantation d'arbres fourragers.

Cependant, malgré son efficacité, cette méthode présente quelques lacunes. « En raison des moyens rudimentaires, chaque cultivateur laboure un petit périmètre à sa portée. Cela signifie que les grands périmètres, qui peuvent avoir un impact sur l'état des bassins versants, ne sont pas souvent protégés », explique-t-il. Ce cadre appelle toute personne capable d'aider à protéger les vastes périmètres des bassins versants de l'Akagera à le faire dans l'intérêt de tous.

Il est important de rappeler que le projet de construction du barrage hydroélectrique de Rusumo est mis en œuvre par le Programme d'Action Subsidiaire des Lacs Équatoriaux du Nil (Nelsap) de l'Initiative du Bassin du Nil (NBI) pour le compte de trois pays, à savoir : le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie.

Florence Inyabuntu

Encore du chemin à faire pour stabiliser l'inflation

Les prix des produits de première nécessité repartent à la hausse. Malgré la tendance baissière de l'inflation observée l'année passée, le panier de la ménagère s'allège. Les ménages croulent sous le poids de l'inflation. La société civile invite le gouvernement à agir pour améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs

A la fin de ce mois, l'inflation risque d'exploser avec l'augmentation des prix des légumes, notamment les oignons et les tomates qui sont hors prix.

L'inflation globale affiche une tendance baissière passant de 27,2 % au troisième trimestre à 22,3 % au quatrième trimestre 2023. Cette baisse a porté sur l'inflation alimentaire suite principalement à l'amélioration de la production agricole, a déclaré Edouard Normand Bigendako, gouverneur de la Banque de la République du Burundi (BRB). Cette institution se félicite déjà des résultats de la politique monétaire restrictive initiée. Depuis décembre 2023, la BRB a adopté le taux directeur comme nouvel instrument de politique monétaire. Pour chaque trimestre, le comité de politique monétaire fixe un taux directeur en vigueur. Pour le trimestre en cours, le taux d'intérêt a plus que doublé passant de 5% à 12% entre décembre 2023 et février 2024.

Par définition, le taux directeur est le taux d'intérêt fixé par une Banque centrale pour les prêts qu'elle accorde aux banques commerciales. Il influence directement le taux d'intérêt auquel les banques commerciales prêtent à leur tour à leurs clients, notamment les ménages et les entreprises. Les banquiers estiment que cela risque de produire les effets indésirables sur l'économie. Ils prédisent le ralentissement de l'activité économique d'autant plus que l'augmentation du taux directeur décourage les entreprises et les ménages à contracter des crédits jugés chers.

Maintenir l'inflation dans la fourchette de 8%

La Banque centrale table sur une inflation globale de 15,2 % au premier trimestre 2024 suite à la demande modérée consécutive à l'action de la politique monétaire restrictive et à la baisse des cours des produits de base et du pétrole sur le marché international. En outre, la bonne production agricole attendue aura un impact sur la baisse des prix des produits alimentaires, fait savoir le gouverneur de la BRB.

Toutefois, nuance-t-il ces prévisions sont sujettes à des risques importants notamment les conflits géopolitiques qui pourraient s'accentuer, les tensions sur les prix internationaux des matières premières et énergétiques, de nouvelles perturbations des chaines d'approvisionnement et les aléas climatiques. Le Comité de Politique Monétaire espère ramener progressivement l'inflation autour de 8%.

L'inflation alimentaire explose

D'après les données de l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU), l'inflation moyenne annuelle s'établit à 25,1% au mois de février 2024. Une inflation tirée en grande partie par les prix des produits alimentaires qui enregistrent une hausse de 32,7%.

L'INSBU renseigne que les haricots secs enregistrent une hausse de 53,1%, par rapport à la même période en 2023. Les tubercules frais sont également en hausse de l'ordre de 44,7%. A la fin de ce mois, l'inflation risque d'exploser avec l'augmentation des prix des légumes, notamment les oignons et les tomates qui sont hors prix. Un kilo d'oignons frôle les 7 000 FBu alors qu'un panier de tomates est passée de 40 000 FBu à plus de 100 000 FBu.

Le pouvoir d'achat s'érode

En glissement annuel, c'est-à-dire de février 2023 à février 2024, l'inflation du mois aura augmenté de 17,8%. Cette inflation est due aux prix des produits alimentaires qui enregistrent une hausse de 17,6%.

Actuellement, les consommateurs font face à une inflation galopante des produits de première nécessité. « L'inflation alimentaire « exagérée » altère gravement le pouvoir d'achat et la qualité de vie de la population » a fait savoir Faustin Ndikumana, président de l'Ong locale PARCEM lors de la journée Mondiale des droits des consommateurs. La rareté des produits de première nécessité comme le sucre, les boissons et le carburant ouvre la voie à la spéculation. Ce qui détériore les conditions de vie des consommateurs qui enregistrent des dépenses supplémentaires.

La société civile appelle à l'action

Malgré la révision à la baisse des prix à la pompe le mois dernier, les prix des produits de premières nécessite restent élevés. L'inflation est un indicateur macroéconomique qui affecte directement les ménages. Elle dicte le comportement des consommateurs. Les ménages rationnent leurs achats et réadaptent leurs styles de vie à leur niveau de revenus. D'où l'activité économique tourne au ralenti.

Dans notre pays, l'inflation alimentaire est à l'origine de l'inflation globale. En d'autres termes, une augmentation des prix des denrées alimentaires sur le marché influe sur le taux d'inflation. Ainsi, PARCEM suggère au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour assurer la disponibilité des produits de première nécessité sur le marché intérieur afin de juguler l'inflation.

Benjamin Kuriyo

Ouganda : Amélioration de la balance commerciale

Le commerce avec la Communauté d'Afrique de l'Est a continué à croître en faveur de l'Ouganda. Le Zanzibar lance des blocs pour les sociétés d'exploration et d'extraction pétrolières et gazières au moment où la RDC a dépensé plus de 3 976,65 milliards de francs congolais (CDF) en procédures d'urgence l'année dernière. Pour plus d'informations, veuillez consulter cette revue de la presse régionale

Ouganda a enregistré un excédent commercial grâce à ses exportations agricoles au mois de janvier 2024.

Au mois de janvier 2024, l'Ouganda a enregistré un excédent commercial grâce à ses exportations agricoles. Selon The Independent, le commerce avec la Communauté d'Afrique de l'Est a continué de croître en faveur de l'Ouganda, bien que les niveaux ne soient pas encore revenus à ceux de l'année précédente. Les exportations ont dépassé les importations avec la République Démocratique du Congo, le Soudan du Sud, le Kenya, le Rwanda et le Burundi. Seule la Tanzanie a enregistré un excédent dans ce commerce avec l'Ouganda. Les exportations vers le Moyen-Orient ont également été excédentaires, tandis que les exportations vers l'Union Européenne ont dépassé les importations.

Le commerce du café a largement stimulé le commerce de l'Ouganda, en particulier avec l'UE. Les exportations de café ont augmenté de 30 % en janvier 2024 par rapport à décembre 2023. Cependant, malgré cette amélioration, il y a eu un déficit commercial avec le reste du monde, principalement en raison d'une baisse des importations.

En janvier, l'Ouganda a exporté des marchandises d'une valeur de 565,40 millions USD, soit une baisse de 8,3 % par rapport au mois précédent. Les importations ont également diminué de 15 %. Les exportations mensuelles de marchandises ont augmenté d'un tiers, grâce à de meilleures recettes d'exportation de l'or, du café et de réexportations du pétrole

Les recettes d'exportation du café ont augmenté en raison de l'augmentation des prix sur le marché international. La Communauté d'Afrique de l'Est reste la principale destination des exportations ougandaises, représentant 38,2 % du total.

Tanzanie : Zanzibar lance des blocs d'exploration pétrolière et gazière

Le président de Zanzibar et président du Conseil révolutionnaire, Hussein Ali Mwinyi, a lancé le premier tour d'attribution de blocs pour les sociétés d'exploration et d'extraction pétrolières et gazières dans les zones offshore de Zanzibar, selon the Nam News Network (NNN).

Lors de l'événement qui s'est tenu au Golden Tulip Hotel dans la zone de l'aéroport le 20 mars 2024, le président Mwinyi a déclaré que le gouvernement des îles accueille favorablement toutes les sociétés d'exploration et d'extraction pétrolières et gazières pour participer à cette offre. Il a assuré aux investisseurs du secteur que le gouvernement est prêt à garantir un environnement propice à l'investissement au profit de tous.

Il a mis en avant les nombreuses opportunités de l'économie bleue pour faire avancer les plans de développement économique visant à réduire la pauvreté et à créer des opportunités d'emploi dans le pays.

« Cette initiative illustre la détermination du gouvernement de Zanzibar à explorer des voies alternatives de croissance économique et à réaliser un développement durable pour ses citoyens », a déclaré le président Mwinyi.

RDC : plus de 3 976,65 milliards de CDF dépensés en procédures d'urgence

Le gouvernement congolais a dépensé plus de 3 976,65 milliards de francs congolais (CDF) en procédures d'urgence l'année dernière, soit plus de 1,4 milliard USD. Ces dépenses ont représenté 17,4 % des dépenses totales du gouvernement congolais en 2023, dépassant la cible fixée à 10%, selon le rapport du ministère des finances sur les dépenses publiques exécutées en procédure d'urgence au quatrième trimestre de l'année précédente.

Au quatrième trimestre 2023, les dépenses publiques effectuées en procédures d'urgence ont atteint un record de 1 217,34 milliards de francs congolais, soit 440 millions USD, représentant 17,7 % du total des dépenses.

Cette augmentation est principalement attribuée aux dépenses liées à la sécurité, au paiement de la dette publique, aux élections et aux dépenses d'investissement sur ressources propres. Le rapport du ministère des Finances constitue également une évaluation préliminaire de l'objectif indicatif du ratio des dépenses exécutées en procédure d'urgence fixé à 10 % pour l'année 2023 dans le cadre du Programme appuyé par la FEC.

Kenya : les médecins en grève débrayent aussi pour les urgences

Les médecins kenyans ont entamé une grève nationale pour protester contre leurs faibles salaires et leurs conditions de travail précaires, entraînant la fermeture des services d'urgence dans les hôpitaux publics. Malgré une décision de justice appelant à des pourparlers, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour résoudre le conflit, lit-on sur le site africanews.

La ministre de la Santé a demandé à certains grands hôpitaux de recruter des médecins temporaires pour pallier la pénurie, tandis que le ministère doit affecter 1 000 internes en médecine dans divers hôpitaux du pays. Les médecins en grève reprochent au gouvernement de ne pas avoir tenu ses promesses, notamment en ce qui concerne une convention collective signée en 2017 après une grève de 100 jours qui avait entraîné des décès par manque de soins.

Une réunion entre le syndicat des médecins, le ministère de la santé et les responsables de la State House est prévue pour résoudre le problème. Cette grève a laissé des milliers de Kenyans sans soins. La résolution de ce conflit est essentielle pour répondre aux besoins urgents de santé pour la population.

Jonathan Nzoyibonera

Les médecins kenyans ont entamé une grève nationale pour protester contre leurs faibles salaires et leurs conditions de travail précaires.

Hope Design
Imprimerie

VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR DES CADEAUX CUSTOMISÉS DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS, **HOPE DESIGN** VOUS PROPOSE

DES GOURDES PERSONNALISÉES